

Le Premier ministre français confirme le plan sarkozyste de liquidation de la laïcité au profit de l'islam

Riposte Laïque avait déjà largement dévoilé le plan concocté par le Président de la République, et soutenu par Jean-François Copé : profiter de l'affaire des « prières de rue » pour liquider la loi de 1905 et permettre le financement public de la construction de mosquées et de la formation des imams. Autrement dit, on veut effacer une atteinte à la laïcité française pas une atteinte encore plus grande.

Ce matin sur RTL, le Premier ministre François Fillon a lui-même vendu la mèche. Interviewé par Jean-Michel qui l'interpelle sur le « débat » proposé par l'UMP et Nicolas Sarkozy sur l'islam en France, voici ce qu'il déclare, in extenso (1) :

« Si ce débat devait être centré sur l'islam, si ce débat devait apparaître comme un débat qui d'une manière ou d'une autre conduit à stigmatiser les musulmans, je m'y opposerai. Je le dis très clairement, je m'y opposerai. En revanche, si le débat – comme je l'ai souhaité déjà d'ailleurs il y a plusieurs mois – est un débat qui vise à rénover le concept de laïcité, à adapter la laïcité française à une situation nouvelle que chacun connaît, et qui est posée par le fait qu'il y a aujourd'hui une religion, l'islam, qui est beaucoup plus importante sur le sol national qu'elle ne l'a été dans le passé, alors je pense que oui, c'est un débat qui est utile. Mais seulement dans ce cadre-là et donc je veillerai, à la place qui est la mienne, à faire en sorte que ce débat ne dérive pas. C'est certainement pas un débat sur l'islam, c'est un débat sur le concept de laïcité. Vous savez qu'il y a des

questions qui se posent. La question des lieux de prières. Personne ne peut ignorer que la prière dans la rue, c'est lié au fait qu'il n'y a pas assez de lieux de prière. Comment est-ce qu'on finance les lieux de prières ? Voilà une question qui mérite d'être posée, qui ne doit pas être taboue. Il y a la question qui est posée, de la formation des imams. C'est une question que tout le monde connaît, qui est sur la table et qui n'a pas été correctement traitée. Ce sont des questions qui doivent être posées. »



Donc pas question pour François Fillon d'évoquer dans un débat public les nombreux problèmes d'islamisation que connaît notre pays, depuis des années, ni l'offensive de l'islam politique dans toute notre société civile. Enterrons les rapports Obin et Denécé, le livre récent d'Isabelle Lévy sur la situation dramatique dans les hôpitaux, les chefs d'entreprises et leurs personnels confrontés de plus en plus à des revendications musclées relevant de la charia, la croisade de Dounia Bouzar pour imposer le halal, le hijab, les tapis de prières, le ramadan et même le burkini dans nos établissements publics (2). Tout cela, François Fillon le balaie en utilisant l'accusation de « stigmatisation » destinée à faire passer pour racistes tous ceux qui osent en parler.

Le vrai souci du Premier ministre apparaît clairement et il confirme toutes nos craintes : il faut « rénover » la laïcité

française, et l'« adapter » à deux choses seulement : la « question » du financement des « lieux de prières » musulmans, et à celle de « la formation des imams ».

Belle langue de bois parfaitement faux-cul : notre laïcité est parfaitement « adaptée » à l'islam comme elle l'a été et l'est toujours envers les religions chrétiennes, juives, bouddhistes ou autres, et il n'y a aucune raison d'en faire une nouvelle version « adaptée » aux adorateurs d'Allah et de Mahomet.

Le fait que François Fillon lie clairement cette « adaptation » qu'il souhaite au financement des mosquées et à la formation des imams est l'aveu que le projet qu'il partage avec Nicolas Sarkozy et Jean-François Copé est bien de liquider le principe de séparation de l'Etat et de l'Eglise (ou plutôt de l'Etat et de l'islam) pour faire payer d'une manière ou d'une autre par le contribuable les « lieux de culte » musulmans et la formation de ceux qui y dispensent les enseignements du « beau modèle » Mahomet.

Quel beau signal envoyé aux soldats de l'islam conquérant qui occupent de plus en plus de rues de Paris et d'ailleurs, ou à ceux qui harcèlent des élus pour qu'ils crachent l'argent public en leur faveur alors que « les caisses sont vides » (selon l'expression même du Premier ministre...) Les Français apprécieront, eux qui souffrent de plus en plus de la crise créée par le mondialisme cher à Nicolas Sarkozy, Dominique Strauss-Kahn et leur bande du Fouquet's ou de Marrakech !



Mais au-delà de ce scandale économique et ce véritable détournement du trésor public au profit de l'islam, il y a surtout cette volonté de plus en plus affichée par le gouvernement et par l'UMP de sabrer nos principes républicains au profit de l'islam. Et donc de la charia, puisque les mêmes « islamo-collabos » ne font strictement rien contre l'islamisation de notre pays, mais au contraire récompensent et veulent continuer à récompenser les militants de la loi coranique avec nos sous.

C'est une trahison gravissime des Français et de la France, de notre Histoire, de notre civilisation, de nos valeurs humanistes et républicaines. Il faut espérer que leurs auteurs auront à répondre personnellement de leurs actes le moment venu.

En attendant, il faut s'en souvenir lors des élections à venir. Pas une voix ne doit aller à cette gauche islamo-collabo représentée par Martine Aubry, qui dirige le Parti socialiste alors qu'elle est la pire alliée des islamistes à Lille. Mais pas une voix ne doit non plus aller à l'UMP suite à la lâcheté et la trahison affichées par le Président de la République, puis par le chef de son parti, et maintenant par son Premier ministre.

Pensez-y, quand vous devrez choisir un bulletin de vote dans l'isoloir, et dès les élections cantonales à venir ! Voulez-vous encourager la charia, et être obligés de la financer demain encore plus avec vos impôts locaux ou nationaux ? Voulez-vous reconduire ceux qui nous ont amenés à ce désastre et qui utilisent déjà l'argent public par des voix détournées pour la construction des mosquées, les écoles coraniques ou l'abattage halal ? Ou allez-vous choisir le camp de ceux et celles qui dénoncent clairement l'islamisation, le viol de nos principes et de nos lois, et la veulerie de notre oligarchie « UMPS » (auquel bien sûr se joignent l'extrême-gauche, les écolos et le Modem) ?

Nous devons résister par tous les moyens pacifistes et légaux à ces apprentis-sorciers qui sont en train de suicider notre peuple et notre pays. C'est une question de survie pour nous et pour les générations à venir.

Roger Heurtebise

(1)

<http://www.rtl.fr/emission/l-invite-de-rtl/voir/le-premier-ministre-francois-fillon-invite-de-rtl-28-fevrier-2011-7664212683>

à partir de 08:25

(2) <http://www.saphirnews.com/dounia-bouzar/>